

COUR D'APPEL DE PARIS
ARRÊT DU 28 septembre 2021

Pôle 5 - Chambre 1
(n° 151/2021)

Numéro d'inscription au répertoire général : **20/12330 - N° Portalis**
35L7-V-B7E-CCJH5

Décision déferée à la Cour : Décision du 24 juillet 2020 -Institut
National de la Propriété Industrielle

DÉCLARANTE AU RECOURS

S.A.S. MERCI ALFRED RCS

Société au capital de 5 500 euros

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS
sous le numéro 525 237 137

13 boulevard de Rochechouart
75009 PARIS

Représentée et assistée de Me C J de la SELARL @MARK, avocat
au barreau de PARIS, toque : J150

EN PRESENCE DE :

**MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT
NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**

15 rue des Minimes
CS 50001
92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Mme M J, chargée de mission, munie d'un pouvoir
général

APPELÉE EN CAUSE

Madame S V

Demeurant 42, rue Rampe Bauvreuil
76000 ROUEN

N'ayant pas constitué avocat

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions de l'article 805 et 907 du code de
procédure civile, l'affaire a été débattue le 22 juin 2021, en audience
publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mme I D,
présidente de chambre et Mme D B , conseillère.

Ces magistrates ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Mme I D, présidente
Mme F B, conseillère
Mme D B, conseillère.

Greffier, lors des débats : Mme K A

EN PRÉSENCE DU MINISTÈRE PUBLIC, auquel l'affaire a été communiquée, représenté lors des débats par M F , avocat général, qui a fait connaître son avis,

ARRÊT :

Rendu par défaut
par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.
signé par I D , Présidente de chambre et par Karine A, Greffière, à laquelle la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Vu la décision du 24 juillet 2020 par laquelle le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a partiellement rejeté l'opposition n° 19-4788 formée le 5 novembre 2019 par la société Merci Alfred à la demande d'enregistrement en date du 12 août 2019 de la marque verbale MY ALFRED n° 19 4 574 829 déposée par Mme S V ;

Vu le recours formé par la société Merci Alfred le 20 août 2020 ;

Vu le mémoire contenant l'exposé des moyens du recours notifié par RPVA au greffe le 18 novembre 2020 par la société Merci Alfred, repris oralement à l'audience du 22 juin 2021 ;

Vu la signification à l'étude par acte d'huissier de justice du 26 novembre 2020 à Mme S V de la déclaration de recours, du mémoire du 18 novembre 2020 et de la convocation à l'audience du 22 juin 2021,

Vu les observations écrites du directeur de l'INPI déposées le 1^{er} mars 2021, soutenues oralement à l'audience ;

SUR CE,

Il est expressément renvoyé à la décision précitée ainsi qu'aux écritures et observations susvisées.

La demande d'enregistrement déposée le 12 août 2019 par Mme S V concerne la marque verbale MY ALFRED n° 19 4 574 829 déposée pour les services suivants : 'gestion des affaires commerciales'; administration commerciale; services d'intermédiation commerciale (conciergerie);' recherches techniques ; conception de logiciels'; développement de logiciels'; services de réseautage social en ligne'.

La société Merci Alfred oppose sa marque française 'MERCIALFRED' déposée le 5 mars 2015 pour les produits et services suivants *"logiciels de jeux ; logiciels (programmes enregistrés) ; gestion des affaires commerciales ; administration commerciale ; services d'abonnement à des journaux (pour des tiers) ; services de recherches et de récupérations d'informations dans des fichiers informatiques pour des tiers ; relations publiques ; promotion de ventes pour des tiers ; services de promotion de produits ou de prestation de services (pour des tiers) ; services d'abonnement à des prestations de services pour des tiers ; Télécommunications"*.

La société Merci Alfred conteste la décision seulement en ce qu'elle a rejeté l'opposition pour les '*services de réseautage social en ligne*' en ne les considérant pas similaires aux services visés par la marque antérieure.

Sur la comparaison des services

La société Merci Alfred fait valoir que la définition des '*services de réseautage social en ligne*' retenue par l'INPI dans son projet de décision selon laquelle ce sont des '*services ayant pour but de multiplier le nombre de ses contacts professionnels*' est plus pertinente que celle de '*services mettant en œuvre divers moyens virtuels pour relier entre elles des personnes physiques ou morales partageant des centres d'intérêt et permettant d'augmenter le nombre de ses contacts, de constituer et d'entretenir un réseau social pour échanger des informations*', retenue dans la décision dont il est fait recours.

La cour rappelle que dès lors qu'il y a contestation, la décision peut modifier un projet qui, en tout état de cause, n'en constitue qu'une première rédaction susceptible d'amendement.

La cour rappelle en outre qu'afin de déterminer si les produits ou services sont similaires, il y a lieu de tenir compte de tous les facteurs pertinents qui caractérisent le rapport entre les produits ou services. Ces facteurs incluent en particulier, leur nature, leur destination, leur utilisation ainsi que leur caractère concurrent ou complémentaire.

S'agissant de la définition des '*services de réseautage social en ligne*', la cour constate qu'ils ne se limitent pas aux échanges de

contacts professionnels, le développement des réseaux sociaux encourageant des rencontres virtuelles et des échanges d'informations sur des thématiques diverses, d'ordre professionnel, mais aussi sportif, culturel artistique ..., de sorte que la cour approuve la définition précitée de *'services mettant en œuvre divers moyens virtuels pour relier entre elles des personnes physiques ou morales partageant des centres d'intérêt et permettant d'augmenter le nombre de ses contacts, de constituer et d'entretenir un réseau social pour échanger des informations'*, retenue par le directeur de l'INPI dans la décision contestée, et utilisée pour la comparaison des services en présence.

Sur la comparaison avec les 'services de relations publiques, promotion de ventes pour des tiers et services de promotion de produits ou de prestations de services (pour des tiers)'

Ainsi que l'a pertinemment retenu le directeur de l'INPI les *'services de réseautage social en ligne'* de la demande d'enregistrement n'ont pas le même objet, en ce qu'ils concernent des domaines divers autres que professionnels, alors que les services de la marque antérieure consistent à promouvoir l'image, les produits ou les services d'une entreprise afin d'améliorer ses performances. Ils ne sont pas rendus par les mêmes prestataires, sociétés implantées sur le web proposant des plateformes d'échanges en ligne, pour les uns, et spécialistes de la communication, de la stratégie commerciale ou des relations presse, pour les autres. L'INPI doit donc être approuvé d'avoir retenu que ces services ne sont pas similaires, le consommateur n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

Sur la comparaison avec les services de 'gestion des affaires commerciales'

Les services de la marque antérieure invoquée, qui visent à aider les entreprises dans leur organisation et leur choix commerciaux pour optimiser la gestion de leurs affaires ne présentent manifestement pas les mêmes nature, objet et destination, ni ne sont rendus par les mêmes prestataires que les services de *'services de réseautage social en ligne'* de la demande d'enregistrement. L'INPI doit donc être approuvé d'avoir retenu que ces services ne sont pas similaires, le consommateur n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

Sur la comparaison avec les services de 'télécommunications'

La société Merci Alfred ne peut être suivie lorsqu'elle prétend que les *'services de réseautage social en ligne'* appartiennent à la catégorie générale des *'services de télécommunications'* qui ont la même nature technique et la même fonction de transmission de données,

de sorte qu'il seraient identiques ou similaires à ceux de la marque antérieure.

En effet, les services de télécommunications s'entendent de prestations techniques de transmission de données à distance susceptibles d'être utilisées dans des domaines extrêmement divers et assurées par des opérateurs de télécommunications, alors que les services de *"réseautage en ligne"* de la marque antérieure invoquée, visent plus généralement la conception et la mise à disposition de plateformes d'échanges qui utilisent la transmission technique de données sans proposer ce service technique en tant que tel, leur prestation concernant notamment la conception graphique et l'analyse des données des utilisateurs. Ils n'ont dès lors ni la même nature, ni le même objet ni la même destination. Ils ne sont pas davantage unis par un lien étroit, les services de télécommunications étant employés pour de multiples applications et non spécifiquement pour les services de réseautage en ligne. L'INPI doit donc être approuvé d'avoir retenu que ces services ne sont ni similaires, ni complémentaires, le consommateur n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

Enfin, si comme le soulève la société Merci Alfred un faible degré de similarité entre les services en cause peut être compensé par un degré élevé de similitude entre les signes, encore faut-il que cette faible similarité, de nature à justifier l'existence d'un risque de confusion, soit établie, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, les services en cause n'étant ainsi qu'il vient d'être dit, ni similaires, ni complémentaires, de sorte que le public n'est pas fondé à leur attribuer une origine commune.

Le recours contre la décision du directeur de l'INPI doit en conséquence être rejeté.

La société Merci Alfred, qui succombe, verra rejeter sa demande fondée sur les dépens et sur l'article 700 du code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Rejette le recours formé par la société Merci Alfred à l'encontre de la décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle du 24 juillet 2020 ;

Rejette les demandes de la société Merci Alfred fondées sur les dépens et sur l'article 700 du code de procédure civile ;

Dit que le présent arrêt sera notifié par le greffe aux parties et au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, par lettre recommandée avec accusé de réception.

LA GREFFIÈRE LA PRÉSIDENTE